

1986, chapitre 63  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR LE TRANSPORT  
PAR TAXI ET LE CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

---

**Projet de loi 89**

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports

Présenté le 15 mai 1986

Principe adopté le 17 juin 1986

Adopté le 19 juin 1986

**Sanctionné le 19 juin 1986**

---

**Entrée en vigueur: le 19 juin 1986**

---

**Lois modifiées:**

Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1)

Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1)









## CHAPITRE 63

### Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi et le Code de la sécurité routière

[Sanctionnée le 19 juin 1986]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

#### LOI SUR LE TRANSPORT PAR TAXI

c. T-11.1, a.  
9, remp.

**1.** L'article 9 de la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1) est remplacé par le suivant:

Transport  
collectif

« **9.** Un transport collectif par taxi ne peut être offert que s'il:

1° est organisé par un organisme public de transport en commun, une municipalité, un regroupement de municipalités, une régie intermunicipale ou un conseil intermunicipal de transport qui autorise, par contrat, des titulaires de permis de taxi opérant dans son territoire à offrir en son nom ce type de transport;

2° est autorisé par un règlement du gouvernement; ou

3° est autorisé par un règlement d'une autorité régionale qui exerce les pouvoirs prévus aux paragraphes 3°, 4° et 13° de l'article 62. ».

c. T-11.1, a.  
14, mod.

**2.** L'article 14 de cette loi est modifié par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

Territoire  
visé

« Le transport collectif organisé par un organisme public de transport en commun, une municipalité, un regroupement de municipalités, une régie intermunicipale ou un conseil intermunicipal de transport peut être effectué sur son territoire même si celui-ci ne correspond pas au territoire pour lequel le permis est délivré, pourvu qu'une partie du parcours soit située sur le territoire pour lequel le permis est délivré. ».

c. T-11.1, a.  
15, ab.

**3.** L'article 15 de cette loi est abrogé.



c. T-11.1, a.  
17, mod. **4.** L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, après le mot « agglomération », des mots « autrement qu'en vertu du chapitre VI ».

c. T-11.1, a.  
18, mod. **5.** L'article 18 de cette loi, modifié par l'article 49 du chapitre 35 des lois de 1985, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

« transport  
spécialisé de  
luxe » « Le transport spécialisé « de luxe » effectué en vertu d'un permis visé au présent article doit l'être sur le territoire pour lequel le permis a été délivré ou, sous réserve du deuxième alinéa, sur le territoire de l'autorité régionale.

Territoire Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants:

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis visé au présent article et autorisé à fournir un transport « de luxe » ou par un titulaire de permis de limousine visé dans la section II du chapitre VI. ».

c. T-11.1, a.  
28, mod. **6.** L'article 28 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 6° par le suivant:

« 6° est en retard à acquitter le versement d'un droit particulier fixé en vertu des paragraphes 9° et 10° de l'article 60; »;

2° par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

« 7° est en défaut de payer un droit annuel fixé en vertu de l'article 62.1. ».

c. T-11.1, a.  
31, remp. **7.** L'article 31 de cette loi est remplacé par le suivant:

Autorisation  
préalable **« 31.** La Régie doit sans délai exécuter la demande de la Commission et elle ne peut remettre la plaque et le certificat d'immatriculation à celui à qui ils ont été enlevés, ni lui en délivrer de nouveaux lui permettant de remettre en circulation l'automobile visée par le retrait, qu'avec l'autorisation de la Commission. ».

c. T-11.1, a.  
33.1, aj. **8.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 33, de l'article suivant:



Intérêt dans  
une entre-  
prise

« **33.1** Un chauffeur de taxi ne peut à la fois acquérir ou conserver un intérêt dans l'entreprise du titulaire d'un permis de taxi, notamment en lui transférant la propriété d'une automobile, et louer de ce titulaire le taxi dont il a la garde.

Enquête

À l'expiration d'un délai de 90 jours à compter de l'entrée en vigueur du présent article, la Commission peut, de son propre chef ou sur demande du ministre ou de toute personne intéressée, faire enquête pour déterminer s'il existe entre le titulaire d'un permis de taxi et son chauffeur les relations visées par le premier alinéa. Elle doit, le cas échéant, révoquer le permis de taxi.

Disposition  
non appli-  
cable

Le présent article ne s'applique pas aux titulaires des permis visés par le chapitre VI de la présente loi. ».

c. T-11.1, a.  
41.6, mod.

**9.** L'article 41.6 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, des mots et des nombres « aux articles 104 ou 105 » par ce qui suit: « à l'article 105 ».

c. T-11.1, a.  
42, mod.

**10.** L'article 42 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Transport  
privé

« Toutefois, un transport privé par taxi qui fait l'objet d'un contrat écrit peut être effectué au prix prévu dans le contrat, à la condition qu'une copie de ce contrat se trouve à bord du taxi au moment de ce transport. »;

2° par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « au transport de colis ni ».

c. T-11.1, a.  
48.1, aj.

**11.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 48, du suivant:

Identifica-  
tion

« **48.1** Le client d'un service de transport par taxi qui refuse de payer la course doit, à la demande d'un agent de la paix, s'identifier. ».

c. T-11.1, a.  
60, mod.

**12.** L'article 60 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 5° par le suivant:

« 5° fixer les droits payables pour délivrer ou renouveler un permis, changer ou répartir la date d'échéance des permis selon les titulaires de permis de taxi qu'il indique et, lorsqu'une autorité régionale perçoit un droit en vertu de l'article 62.1, abaisser les droits payables pour renouveler un permis de taxi d'une agglomération ou d'une région comprise dans le territoire de cette autorité régionale; »;



2° par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant:

« 11° désigner une personne pour percevoir les droits annuels payables pour la délivrance ou le renouvellement des permis de taxi; »;

3° par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

« 17° autoriser les titulaires de permis de taxi à effectuer les types de transport collectif qu'il indique, aux endroits qu'il indique, et en fixer les taux et tarifs; »;

4° par le remplacement du paragraphe 23° par le suivant:

« 23° prescrire des normes de taux et de tarifs pour le transport privé ainsi que l'obligation d'afficher dans le taxi les taux et tarifs en vigueur pour un tel transport; ».

c. T-11.1, a.  
62, mod.

**13.** L'article 62 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans le paragraphe 1°, après les mots « ainsi que », de ce qui suit: « , sauf quant au taximètre, »;

2° par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

« 4° autoriser les titulaires de permis de taxi à effectuer les types de transport collectif qu'elle indique, aux endroits qu'elle indique, et en fixer les taux et tarifs; »;

3° par le remplacement du paragraphe 10° par le suivant:

« 10° fixer les taux et tarifs pour le transport privé et prescrire l'obligation d'afficher dans le taxi les taux et tarifs en vigueur; »;

4° par la suppression du paragraphe 11°;

5° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Délégation

« La Communauté urbaine de Montréal et la Communauté urbaine de Québec peuvent déléguer à leur comité exécutif, en tout ou en partie, l'exercice des pouvoirs prévus aux paragraphes 2°, 9° et 12° du premier alinéa. ».

c. T-11.1, a.  
62.1, aj.

**14.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 62, de l'article suivant:

Droit annuel

« **62.1** Une autorité régionale peut par règlement, pour le financement des activités reliées à l'exercice des pouvoirs prévus à la présente section, imposer et percevoir un droit annuel payable par



chaque titulaire de permis de taxi sur son territoire pour chaque permis qu'il obtient ou renouvelle.

Dispositions  
applicables

Les articles 64, 65 et 66 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, au règlement adopté en vertu du présent article. ».

c. T-11.1, a.  
64, mod.

**15.** L'article 64 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Copie d'un  
règlement

« **64.** Une autorité régionale doit transmettre au ministre des Transports une copie d'un règlement adopté en vertu du paragraphe 4° ou du paragraphe 10° de l'article 62. ».

c. T-11.1, a.  
68, mod.

**16.** L'article 68 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du paragraphe 3° du premier alinéa par le suivant :

« 3° fixer les taux et tarifs pour le transport privé, lesquels peuvent comporter soit un minimum, soit un maximum, soit un minimum et un maximum ; » ;

2° par la suppression du paragraphe 4° du premier alinéa ;

3° par l'addition, après le paragraphe 7°, du paragraphe suivant :

« 8° modifier le territoire pour lequel un permis a été délivré pour que ce territoire corresponde, à compter du renouvellement du permis, au territoire délimité en vertu du paragraphe 2°. ».

c. T-11.1, a.  
70, mod.

**17.** L'article 70 de cette loi est modifié par l'insertion, après le nombre « 48, », des nombres « 48.1, 79.1 ».

c. T-11.1, a.  
74, remp.

**18.** L'article 74 de cette loi est remplacé par le suivant :

Avis  
d'infraction

« **74.** Toute poursuite peut débiter par la remise de main à main ou par la signification par la poste à la dernière adresse connue du contrevenant d'un avis d'infraction. Cet avis constitue une dénonciation. ».

c. T-11.1, a.  
76, mod.

**19.** L'article 76 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

Somation

« À défaut d'un tel paiement, l'avis d'infraction est déposé devant un juge de paix et celui-ci, s'il est d'avis qu'il y a lieu de le faire, délivre une sommation. ».



c. T-11.1, a.  
79, remp.

**20.** L'article 79 de cette loi est remplacé par les suivants:

Remède à  
l'infraction

« **79.** Lorsqu'une personne commet une infraction visée à l'article 70, un agent de la paix ou un employé d'une autorité régionale chargé de l'application de la présente loi peut lui délivrer un avis l'enjoignant de remédier à l'infraction reprochée dans un délai de 48 heures.

Poursuite

À défaut par le contrevenant de remédier à l'infraction reprochée dans le délai, une poursuite peut être intentée. La preuve que le contrevenant a remédié à l'infraction reprochée dans le délai incombe à celui-ci.

Interdiction

« **79.1** Il est interdit d'entraver l'action d'un agent de la paix ou d'un employé d'une autorité régionale chargé de l'application de la présente loi, de le tromper par réticence ou fausse déclaration ou de refuser de lui fournir un renseignement relatif au permis de taxi ou de lui remettre pour examen son permis de chauffeur.

Certificat de  
qualité

« **79.2** Un employé d'une autorité régionale autorisé à exercer les pouvoirs prévus à l'article 79 doit, s'il en est requis, exhiber un certificat ou un insigne attestant sa qualité. ».

c. T-11.1, a.  
88, mod.

**21.** L'article 88 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Hors terri-  
toire

« Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants:

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis de limousine ou par un titulaire de permis visé à l'article 18 et autorisé à fournir un transport «de luxe». ».

c. T-11.1, a.  
89, ab.

**22.** L'article 89 de cette loi est abrogé.

c. T-11.1, a.  
90.2, mod.

**23.** L'article 90.2 de cette loi, édicté par l'article 58 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Territoire  
autorisé

« La Commission doit aussi indiquer pour quel territoire elle délivre le permis; ce territoire doit correspondre au territoire de l'autorité régionale dans lequel est située la principale place d'affaires du demandeur. ».



c. T-11.1, a. 90.3, mod. **24.** L'article 90.3 de cette loi, édicté par l'article 58 du chapitre 35 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Hors territoire « Toutefois, il peut être effectué à l'extérieur de ce territoire dans les cas suivants:

1° le point d'origine ou la destination de la course est situé dans ce territoire;

2° le point d'origine et la destination de la course sont situés à l'extérieur de ce territoire, à des endroits qui ne sont pas desservis par un autre titulaire de permis de limousine ou par un titulaire de permis visé à l'article 18 et autorisé à fournir un transport « de luxe ».

c. T-11.1, a. 126, ab. **25.** L'article 126 de cette loi est abrogé.

#### CODE DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

c. C-24.1, a. 1, mod. **26.** L'article 1 du Code de la sécurité routière (L.R.Q., chapitre C-24.1), modifié par l'article 7 du chapitre 35 des lois de 1985, est de nouveau modifié par le remplacement de la définition du mot « taxi » par la suivante:

« taxi » « « taxi »: un véhicule automobile, à l'exception d'un autobus ou d'un minibus, exploité en vertu d'un permis visé dans la Loi sur le transport par taxi (L.R.Q., chapitre T-11.1); ».

c. C-24.1, a. 259.1, aj. **27.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 259, du suivant:

Vérification « **259.1** Un agent de la paix qui a des motifs raisonnables de croire que le taximètre d'un taxi ne fournit pas une lecture conforme au tarif en vigueur peut exiger qu'il soit soumis à une vérification sur un parcours prévu à cette fin. ».

c. C-24.1, a. 260.0.1, aj. **28.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 260, du suivant:

Obéissance « **260.0.1** Le propriétaire ou le conducteur d'un taxi visé à l'article 259.1 doit obtempérer à la demande de l'agent de la paix et conduire ce taxi au parcours indiqué.

Remisage L'agent de la paix est autorisé à remiser ou à faire remiser le taxi aux frais du propriétaire afin qu'une telle vérification soit effectuée. ».

c. C-24.1, a. 262.1, aj. **29.** Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 262, du suivant:



Avis de  
réparation

« **262.1** S'il constate que le taximètre ne fournit pas une lecture conforme au tarif en vigueur, l'agent de la paix qui a procédé à la vérification délivre au propriétaire ou au conducteur du taxi un avis lui enjoignant de cesser l'exploitation du taxi et de faire ajuster, réparer ou remplacer le taximètre. ».

c. C-24.1, a.  
263, mod.

**30.** L'article 263 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Preuve de  
conformité

« **263.** Le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule routier ou d'un taxi visé dans l'article 262 ou 262.1 ne peut remettre en circulation ce véhicule ou ce taxi que si la preuve est faite, à la satisfaction d'un agent de la paix, qu'il est conforme au présent code ou que le taximètre fournit une lecture conforme au tarif en vigueur. ».

c. C-24.1, a.  
266, remp.

**31.** L'article 266 de ce code est remplacé par le suivant :

Pouvoirs

« **266.** Un inspecteur de la Régie peut exercer les pouvoirs que confère la présente section à un agent de la paix, sauf ceux relatifs à la vérification du taximètre d'un taxi. ».

c. C-24.1, a.  
271, mod.

**32.** L'article 271 de ce code est modifié par l'insertion, après le nombre « 260 » de ce qui suit : « , 260.0.1 ».

c. C-24.1, a.  
273, mod.

**33.** L'article 273 de ce code est modifié par l'insertion, après le paragraphe 20°, du suivant :

« 20.1° établir la forme, le contenu, les conditions et les modalités de délivrance de l'avis visé à l'article 262.1 ; ».

Entrée en  
vigueur

**34.** La présente loi entre en vigueur le 19 juin 1986.